

Le Moniteur 2020 du commerce agricole en Afrique

révèle une croissance constante des exportations agricoles intracontinentales au cours des vingt dernières années, largement dominées par les pays membres de la SADC et du COMESA.

KIGALI, 11 septembre 2020 – Le troisième rapport annuel du Moniteur du commerce agricole en Afrique (*Africa Agriculture Trade Monitor - AATM*), présenté lors du sommet virtuel de l'AGRF le 10 septembre, constate que les exportations africaines se développent dans les pays émergents et à croissance rapide. Les exportations agricoles de l'Afrique ont affiché une tendance à la hausse entre 2003 et 2018, ainsi qu'une diversification des destinations d'exportation, avec une augmentation des exportations vers le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et d'autres pays, notamment l'Arabie saoudite, le Viêt Nam, les Émirats arabes unis, la Turquie, la Malaisie et le Pakistan. Cette diversification s'est traduite par une baisse progressive de la part de l'UE en tant que première destination des exportations africaines, qui est passée de 45 % en 2005-2007 à 36 % en 2016-2018.

Le rapport révèle qu'il est possible de développer le commerce intra-africain en ouvrant davantage les pays aux flux commerciaux extrarégionaux. Les exportations agricoles intracontinentales n'ont cessé de croître au cours des deux dernières décennies. Toutefois, cette croissance est largement dominée par les pays membres de la SADC (*Southern African Development Community - Communauté de Développement de l'Afrique Australe*) et du COMESA (*Common Market For Eastern and Southern Africa - Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe*) et le commerce s'effectue principalement au sein des communautés économiques régionales (CER). En moyenne, la SADC et le COMESA ont conservé 84 % et 66 % de leurs exportations intra-africaines au sein de leurs régions respectives en 2016-2018.

Les flux commerciaux intracontinentaux répondent bien aux tendances émergentes de la demande alimentaire intérieure. Selon les résultats, les parts d'exportation des nouveaux produits de rente et des produits alimentaires transformés augmentent, tandis que les parts des produits d'exportation plus traditionnels diminuent. Parmi les produits alimentaires, on observe une augmentation des parts d'exportation du maïs et du blé, mais surtout des aliments transformés tels que les soupes, les bouillons et les préparations alimentaires, ce qui reflète l'augmentation de la consommation d'aliments transformés, ainsi que les changements démographiques, l'augmentation de la demande alimentaire urbaine et l'évolution des modes de vie et des habitudes alimentaires dans les zones rurales. Parmi les autres produits faisant l'objet d'échanges intrarégionaux figurent le riz, le bétail, les pommes, les légumes, les édulcorants et les graisses, les boissons et les produits non alimentaires traditionnels tels que le thé, le café, l'huile de palme, le coton et le tabac.

Cette édition 2020 du rapport AATM révèle également que la diversification des exportations en dehors des produits primaires est la clé de l'expansion du commerce en Afrique, comme l'illustre l'étude de cas de la région de l'Afrique australe. Quelques produits, tels que le maïs, dominent le commerce agricole intra-SADC, mais il est possible d'intensifier le commerce intrarégional en s'appuyant sur les avantages comparatifs de cette région.

Le commerce intra-africain, en particulier dans le domaine de l'agriculture, est beaucoup plus important que ce que les seules statistiques officielles laissent entendre. Par exemple, les estimations montrent que le commerce transfrontalier informel de denrées alimentaires de base représente environ 30 % du commerce total en Afrique de l'Ouest. Bien que certaines initiatives tentent d'estimer l'écart entre le commerce déclaré et le commerce total dû au commerce informel, il n'existe actuellement aucun système à l'échelle du continent pour surveiller et quantifier le commerce transfrontalier informel en Afrique.

En termes de défis, le manque de compétitivité et les mesures non tarifaires limitent le potentiel commercial mondial de l'Afrique. Le rapport constate que l'Afrique est relativement plus performante en matière de production qu'en matière d'exportations agricoles. La région représente 10,2 % du PIB agricole mondial, mais seulement 2,7 % du PIB mondial et 4,2 % des exportations agricoles mondiales. Cette situation reflète la faible productivité de la main-d'œuvre en Afrique, le manque de compétitivité sur les marchés mondiaux, l'inefficacité des procédures douanières et la prévalence des barrières non tarifaires affectant les exportations du continent. Les mesures non tarifaires auxquelles sont confrontés les pays africains vont des exigences sanitaires et phytosanitaires à l'évaluation de conformité et au soutien interne aux principaux producteurs de produits agricoles.

« Au cours des deux dernières décennies, les pays africains ont réussi à augmenter leurs exportations vers les économies émergentes et à croissance rapide, tout en développant continuellement le commerce intra-africain. Il est donc possible de progresser vers les objectifs de la zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA), mais le rythme devra être accéléré et soutenu grâce à la suppression des nombreuses barrières administratives et réglementaires nationales qui entravent le commerce intra-africain » a déclaré Ousmane Badiane, Président d'AKADEMIYA2063.

Les mesures non tarifaires en vigueur dans les pays africains restent le principal obstacle à l'amélioration de la compétitivité et de l'intégration commerciales de l'Afrique. Comme indiqué dans le rapport AATM de 2019, les formalités douanières ainsi que les barrières réglementaires et administratives qui augmentent le coût des échanges sont des obstacles majeurs à l'expansion du commerce agricole africain, de même que l'insuffisance des infrastructures de transport et de communication et l'inefficacité des marchés du crédit et de l'assurance.

« La ratification de l'accord pour la zone de libre-échange continentale africaine, et plus récemment la mise en place de couloirs commerciaux pour faciliter la circulation des marchandises pendant la pandémie de la COVID-19, indiquent que les pays africains ont la volonté politique et la capacité de réduire les barrières commerciales et d'améliorer les flux commerciaux » a déclaré Jo Swinnen, Directeur général de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). **« Comme le souligne ce rapport, l'adoption de politiques qui tirent parti de ces progrès et favorisent une plus grande expansion du commerce peut stimuler la croissance économique et la résistance du continent aux chocs locaux et mondiaux. »**

La faible complémentarité entre les produits importés et les produits exportés par l'Afrique suggère que les possibilités d'expansion du commerce intra-africain par le biais du détournement du commerce sont limitées. En d'autres termes, les pays africains ne pourront pas augmenter le commerce intracontinental en remplaçant simplement les produits qui proviennent actuellement de leurs partenaires hors du continent par les produits fournis par d'autres pays africains. Les résultats montrent que l'indice moyen de complémentarité du commerce agricole est de 10 % en Afrique, ce qui signifie qu'en moyenne 10 % du portefeuille d'importation d'un pays correspond au portefeuille d'exportation d'un autre pays.

Le rapport AATM 2020 est le résultat d'une collaboration entre l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) et AKADEMIYA2063. Il s'appuie sur les travaux relatifs au commerce réalisés par le Système régional d'analyse stratégique et de gestion des connaissances (ReSAKSS) et le Consortium AGRODEP (*African Growth and Development Policy Modeling Consortium* – Consortium Modélisation des politiques pour la croissance et le développement en Afrique), deux initiatives facilitées par l'IFPRI et AKADEMIYA2063 dans le cadre de leurs travaux d'appui au Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique.

[Téléchargez gratuitement](#) une copie du Moniteur 2020 du commerce agricole en Afrique.

POUR PLUS D'INFORMATIONS OU POUR DEMANDER UN ENTRETIEN, VEUILLEZ CONTACTER :

Nabou Tall, Directrice de la Division Communication, AKADEMIYA2063, T+221776443755, Email : ntall@akademiya2063.org

Drew Sample, Directrice de la Division Gestion des Media, IFPRI, T+1202-862-8173, Email : d.sample@cgiar.org

A propos d'AKADEMIYA2063

AKADEMIYA2063 est une organisation internationale à but non lucratif dont le siège se trouve à Kigali, au Rwanda, et qui dispose d'un bureau régional à Dakar, au Sénégal. Elle s'appuie sur la riche expérience de sa collaboration de longue date avec le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA) de l'Union africaine. L'organisation fournit au PDDAA des données analytiques et des produits de connaissance destinés à faciliter la planification et la mise en œuvre de politiques fondées sur des données empiriques. Elle apporte une contribution scientifique majeure à l'Agenda 2063.

AKADEMIYA2063 est le siège du :

Système régional d'analyse stratégique et de gestion des connaissances (ReSAKSS). Créé en 2006 dans le cadre du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA), le ReSAKSS soutient les efforts visant à promouvoir la planification et la mise en œuvre de politiques fondées sur des données probantes et axées sur les résultats. Plus concrètement, le ReSAKSS fournit des données et des produits d'analyse et de connaissance visant à faciliter les processus d'évaluation comparative, de revue et d'apprentissage mutuel du PDDAA.

Consortium Modélisation des politiques pour la croissance et le développement en Afrique (AGRODEP). Le consortium AGRODEP vise à positionner les experts africains en tant que leaders dans l'étude des questions stratégiques de développement en Afrique et dans le débat plus large sur la croissance et les politiques agricoles. Il facilite l'utilisation des outils de modélisation économique, favorise l'accès aux sources de données, offre des bourses de formation et de recherche et soutient la collaboration entre les chercheurs africains et internationaux.

Visitez le site web d'AKADEMIYA2063 : www.akademiya2063.org

A propos de l'IFPRI

L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) recherche des solutions durables pour éliminer la faim et la pauvreté. L'IFPRI a été créé en 1975 pour identifier et analyser de nouvelles stratégies et politiques nationales et internationales destinées à répondre aux besoins alimentaires du monde en développement en mettant un accent particulier sur les pays à faible revenu et sur les groupes les plus pauvres de ces pays. L'IFPRI est un partenaire d'AKADEMIYA2063 et un proche collaborateur des acteurs du ReSAKSS et du consortium AGRODEP.

Visitez le site web de l'IFPRI : www.ifpri.org